

SÉRIE 4/5
Onze mille Belges
venus de Grozny



Ils sont onze à treize mille, venus de Tchétchénie, du Daguestan ou d'Ingouchie. Ils fuyaient la guerre et se sont installés en Belgique. Sur papier, ils étaient russes, mais dans leur cœur ils restent tchétchènes. Personne ne les représente car ils se méfient l'un de l'autre, sombre héritage du régime de Grozny qui les menace jusqu'en Europe de l'Ouest. Vingt ans se sont passés, et nous ne savons toujours rien de ces milliers de nouveaux Belges. Par-delà les clichés, qui sont-ils ? Une semaine durant, « Le Soir » part à leur rencontre.

Lundi
Le culte du sport
Mardi
Une mixité difficile
Mercredi
La langue est la clé
Aujourd'hui
Ils ont peur de l'État
Samedi
Un réservoir d'artistes



Cette enquête est la première production du nouveau cours d'investigation de l'École de journalisme de Louvain (EIJL, Université catholique de Louvain). Vingt-neuf étudiants de dernière année de journalisme ont travaillé durant l'automne sous la direction de leurs professeurs Alain Lallemand, Philippe Marion et Lara van Dievoet. Leurs textes, photos, sons et vidéos forment la plus vaste enquête jamais consacrée à la diaspora tchétchène de Belgique, et sont disponibles sur le site du « Soir + ». Ce projet a bénéficié d'une aide du **Fonds pour le Journalisme** de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Plus de cent Belgo-Tchétchènes liés au radicalisme

Nous avons peur de leur djihad et de leurs criminels, ils ont peur de l'État en général, des agents de Grozny en particulier. Qu'en penser ? La réalité est politiquement incorrecte : dans les deux camps, ces peurs réciproques sont malheureusement fondées.

ENQUÊTE

Début décembre 2010, alors que le président russe Dmitri Medvedev rendait brièvement visite au gouvernement belge, deux ressortissants tchétchènes venus de Liège étaient localisés dans le même hôtel bruxellois que le chef d'État russe. Alerte ! Le tuyau, selon nos informations, provenait du renseignement tchèque et la présence des deux Caucasiens à cet endroit pouvait difficilement passer pour une coïncidence.

Il est vrai que l'Europe de l'Ouest et singulièrement la Belgique venaient de passer quelques moments difficiles liés aux minorités radicales tchétchènes : en septembre 2010, le Liégeois d'origine tchétchène Lors Doukaev était interpellé à Copenhague après avoir manqué un attentat contre le journal *Jyllands-Posten*. Quelques semaines plus tard, une commission rogatoire russe débarquait à Liège, sur la piste du possible assassin tchétchène de la journaliste Anna Politkovskaïa. Durant cette même année 2010, la Belgique s'était d'ailleurs engagée dans un travail de suivi spécifique des Tchétchènes, notamment en coopération avec les Autrichiens et les Polonais dont les services de sécurité étaient confrontés, tout comme les Belges, à de fortes communautés de Tchétchènes exilés.

L'alerte Medvedev » de décembre 2010 ne débouchera sur rien, mais la Belgique était loin de connaître son dernier moment de tension. En janvier 2011, nouvelle alerte pour les Belges lorsqu'un attentat est commis contre l'aéroport Domodedovo de Moscou (35 morts, 180 blessés) : l'analyse du transit passager fait ressortir la présence sur place d'un Tchétchène résidant en Wallonie. La psychose devient telle qu'à l'été 2012, lors des Jeux olympiques de Londres, les services belges de sécurité travaillent de concert avec leurs homologues français et britanniques sur divers scénarios, dont l'un est celui d'un « lone wolf », un kamikaze tchétchène qui franchisse la Manche via la Belgique et se fasse exploser à Londres au contact de l'équipe olympique russe.

« 100 sympathisants de l'Émirat du Caucase »

L'analyse était sensée : à cette époque, les polices et parquets de Malines, Anvers, Verviers, Eupen, Namur, Bruges et Liège étaient tous saisis d'au moins un dossier de grande criminalité ou de terrorisme lié aux Tchétchènes. Par ailleurs, l'actualité rendra brûlante la piste terroriste nourrie par la diaspora tchétchène : en avril 2013, les frères Djokhar et Tamerlan Tsarnaïev commettaient l'attentat du marathon de Boston (3 morts, 264 blessés). Cette même diaspora va nourrir les rangs du Front al-Nosra (lié à Al-Qaïda) puis de Daesh en Syrie, avec au minimum une « armée » de 600 combattants d'origine tchétchène sur le front syrien. C'est le chiffre russe, car Damas parle de plus de 1.700 combattants tchétchènes.

C'est dans ce contexte que la vigilance belge envers les Tchétchènes n'est toujours pas retombée à l'heure actuelle, comme l'a montré en juin dernier une série de perquisitions menées à Anvers, Jabbeke, Louvain et Namur, à l'égard de Tchétchènes qui recrutait pour des départs vers la Syrie. Dans la liste des *foreign terrorist fighters* dressée par la Belgique se trouve un certain nombre de jeunes d'origine tchétchène, dont un groupe dont on a peu parlé mais qui est parti de Verviers.

Nous avons demandé à la Sûreté de l'État ce qu'elle pouvait dire des Tchétchènes de Belgique – ou des Belges d'origine tchétchène – qui soutiennent des mouvements insurgés comme l'Émirat du Caucase, que ce soit pour combattre dans le Caucase ou en Syrie. Et d'abord, combien sont-ils ? « Cent à deux cents » sympathisants, mais « quelques dizaines de véritables militants seulement », estime la Sûreté, qui détecte en Belgique « des collectes de fonds, parfois aussi des collectes d'autres moyens logistiques (au bénéfice de l'Émirat du Caucase) comme des vêtements, des jumelles, etc. Les rumeurs parlent aussi d'armes, mais c'est rare : il y a bien assez d'armes dans la région du conflit. »

Les flux d'argent sont artisanaux : « Des courriers partent avec de l'argent cash vers la Turquie et, une fois en Turquie, le cash est transféré dans la zone de combats (Syrie ou Caucase). Il y a aussi des virements, via Western Union par exemple, presque jamais vers la Russie mais vers d'autres militants qui se trouvent en Turquie ou en Géorgie ou d'autres pays de la région. » Mais d'autres moyens de transfert sont épinglés : « Des gens qui ont collecté de l'argent en Belgique achètent ici des voitures très chères et roulent avec ces voitures jusqu'au Caucase, jusqu'en Tchétchénie, puis revendent la voiture là-bas. Le mécanisme existe avec les voitures et avec les bijoux. »

« Il y a aussi des recrutements de combattants (vers la Syrie). On parle d'une dizaine de personnes, pas davantage. Par contre, ce qui arrive, ce sont des combattants blessés au combat qui viennent en Belgique, y demandant l'asile et, durant la demande d'asile, bénéficient déjà d'un traitement médical. Quand ils sont rétablis, ils repartent : ils ont utilisé la demande d'asile belge juste comme un prétexte pour bénéficier de soins médicaux en Belgique. Il y a davantage de ces cas que des cas de Belges recrutés. »

La Sûreté confirme l'estimation de « plus de mille Caucasiens au total » combattant activement en Syrie, et explique l'engouement des Tchétchènes pour la Syrie par la facilité d'accès : il est bien « plus compliqué d'accéder aux théâtres de guerre dans le Caucase », et les « conditions de combat y sont bien plus rudes ». A l'inverse, « pour des Caucasiens, il est facile d'aller se battre en Syrie puisqu'il suffit de traverser la Géorgie et la Turquie. Entre Grozny et Alep, il y a environ mille kilomètres, il est facile de s'y rendre » et le combat y est d'autant plus exalté que, désormais, c'est contre les troupes russes que combattent les Tchétchènes.

Le renseignement belge ajoute un aspect ethnique historique : depuis la grande guerre du Caucase (1817-1864), des groupes de Caucasiens habitent la Syrie, ce qui légitime une sorte d'auto-défense.

Les Tchétchènes ont peur l'un de l'autre

Ceci étant posé, la peur n'est pas à sens unique. Les Tchétchènes de Belgique et les Belges d'origine tchétchène nourrissent eux aussi leurs peurs spécifiques.

Petit rappel utile : en janvier 2009, l'opposant tchétchène Oumar Israëlôv était abattu en pleine rue, à Vienne, par des tueurs de la diaspora tchétchène, obéissant aux ordres du régime de Grozny. A la méfiance naturelle des Tchétchènes pour l'État (assimilé au pouvoir impérial russe, à l'oppresser soviétique puis à l'envahisseur russe) s'est ajouté aujourd'hui une peur quasi physique des sbires du régime Kadyrov, actifs jusqu'en Europe de l'Ouest, et des membres de la diaspora qui travailleraient comme indicateurs du régime Kadyrov.

« On sait que des agents du régime tchétchène viennent en Belgique – et aussi dans d'autres États d'Europe, confirme la Sûreté de l'État, non seulement pour contrôler la

diaspora mais aussi pour savoir qui est favorable à l'Émirat du Caucase, et pour convaincre certaines personnes de rentrer en Tchétchénie. On sait qu'ils ont parlé à des personnes, mais aussi que des menaces ont été proférées, et il y a eu des cas de violence. Mais il est très difficile d'enquêter sur des cas concrets, car les gens qui sont menacés par des agents de Kadyrov ne vont presque jamais en parler avec la police belge. »

Cette peur a un impact considérable sur la diaspora tchétchène de Belgique. « Aujourd'hui, il y a une telle méfiance que deux Tchétchènes qui se rencontrent en Belgique vont essayer de comprendre de quel teip (clan) et de quel village ils viennent, analyse Aude Merlin, spécialiste de la Russie et chargée de cours à l'ULB, mais aussi de comprendre comment ils se sont situés politiquement pendant la guerre, comment ils se sont situés pendant la résistance armée, comment ils se sont situés par rapport au pouvoir de Kadyrov, etc. Un Tchétchène en Belgique doit faire très attention avec quel autre Tchétchène il a des contacts, et l'assassinat d'Israëlôv en 2009 en Autriche n'a fait qu'accroître ce genre d'inquiétude. Je pourrais vous donner des tas d'autres exemples, et des tas de Tchétchènes me disent que, quand ils rentrent ici dans un magasin et qu'ils entendent parler tchétchène, ils n'ont pas forcément envie d'aller faire connaissance. Alors que les Arméniens, il y a cent ans, quand ils fuyaient le génocide, quand ils entendaient parler arménien, ils avaient peut-être envie d'aller chercher du réconfort. Avec les Tchétchènes, la société a été complètement brisée par cette atomisation : les Tchétchènes ont peur des Tchétchènes ici, et cela s'explique très bien : il y a eu Israëlôv, il y a eu des dénonciations rapportées jusqu'à Kadyrov là-bas, donc les gens d'ici ont peur d'être observés par d'autres Tchétchènes. » ■

ALAIN LALLEMAND

criminalité « Les Tchétchènes sont devenus les porte-flingue du milieu italo-turc »

ENTRETIEN

Si François Farcy est aujourd'hui, au sein de la police fédérale, le directeur judiciaire de l'arrondissement de Mons, il était en poste à Verviers lorsque la Belgique a vu naître dans ses frontières une criminalité nouvelle, celle émanant d'une minorité de Tchétchènes échappant au contrôle social des « anciens ». La il retrouve aujourd'hui en regain d'activité dans le Hainaut et la région du Centre.

À quel moment la police belge commence-t-elle à détecter des problèmes liés aux Tchétchènes ?
C'était en 2003-2004, à Verviers, lors de l'arrivée massive de réfugiés de la deuxième guerre de Tchétchénie. Verviers est devenu un point d'attraction car un ancien maire de Grozny avait des contacts dans cette ville. Cette communauté s'est structurée avec des conseils de sages, reproduisant en Belgique le système des toulkhoumes (tribus) et teipes (clans), mais aussi la participation à des confréries soufies. Il existait entre autres à Verviers un groupe spécifique, les Akkisi (Akintsay).

La détection policière est due à des faits très violents impliquant des Tchétchènes, notamment des faits de racket – coups et blessures particulièrement violents sans être nécessairement des activités de crime organisé. À l'époque, en concertation avec le Parquet, nous avons lancé en 2004-2005 un projet de suivi proactif. Nous étions confrontés à une population de réfugiés de guerre, donc toutes les classes sociales étaient représentées, avec majoritairement des gens qui voulaient s'intégrer : des médecins, des ingénieurs, des profs, etc. Et ils reproduisaient assez naturellement leur organisation sociale. Dès lors, nous nous sommes intéressés au profil des auteurs de faits répréhensibles : c'étaient des jeunes, que la communauté des sages tchétchènes admettait elle-même ne plus contrô-

ler. Il s'agissait d'orphelins, de jeunes ayant vu des meurtres sous leurs yeux, et qui étaient en perte de repères. Et qui, surtout, ne répondaient plus aux influences des clans ou de des confréries soufies. Une jeunesse rebelle, violente, en défense permanente.

Donc l'organisation traditionnelle tchétchène n'est pas derrière cette violence...
Non, pas du tout. Au contraire, la communauté tchétchène nous aidait, et à travers elle, nous faisons passer les messages relatifs au fonctionnement de la Belgique, au mode de vie des Belges. Ceci étant, c'est un peuple de montagnards marqués par des résistances historiques – face à Moscou, face à l'URSS, face à Staline, etc. – et en cas de conflit, leur premier réflexe n'est pas de s'adresser à la police. Ils vont plutôt régler cela entre eux. Par ailleurs, nous avions dû désamorcer certains problèmes culturels, notamment les enlèvements pour mariage, une sorte de jeu entre futurs époux qui, par un enlèvement, forcent la décision des parents et des anciens. Or nous avions connu le cas d'une famille qui, plutôt que de s'insérer dans la tradition tchétchène de conciliation, était venue porter plainte. Or en Belgique, qui dit « enlèvement » dit déploiement d'unités spéciales, écoutes téléphoniques, etc. Avec l'aide des conseils de sages, nous avons réuni les familles et, en une après-midi, la fille était rentrée chez elle.

Quelle est la racine de cette violence ?
Il y a traditionnellement une culture de la force physique et des armes. Chez nous, à la communion, on offre une montre ; un Tchétchène m'a dit que chez eux ils offraient un couteau ou une arme. Par ailleurs, les Tchétchènes ont longtemps été les meilleurs représentants de la lutte gréco-romaine pour les équipes olympiques soviétiques. C'est ainsi qu'à l'époque, à Welkenraedt, dans un magasin de friandises, deux jeunes Tchétchènes qui s'étaient fait plus ou moins insulter par



Le djihad tchétchène a débordé les seuls pays du Caucase - ici la Tchétchénie - pour gagner la Syrie, l'Irak mais aussi l'Ukraine, où les Tchétchènes combattent les pro-russes. © D.R.

deux étudiants belges en sont venus aux mains, et l'un des deux a éclaté la tête d'un étudiant sur la bordure du trottoir. Chez nous, on s'insulte à qui mieux mieux ; chez les Tchétchènes une insulte mérite une réaction violente. Sur cette base, on a commencé à voir des activités plus structurées, qui étaient et sont toujours le fonds de commerce du milieu criminel tchétchène : racket, extorsion, recouvrement de dettes. Nous sommes en 2004-2006 et il s'est produit comme une reprise en main de ces jeunes par un milieu criminel tchétchène.

A ce moment, il existait un projet policier « tchétchène » sur Verviers, mais il existait aussi un projet de suivi au niveau national,

sous la conduite du Parquet fédéral, car ce genre de délinquance commençait à se généraliser. Un point important est que, si la diaspora était installée sur Verviers, les auteurs de délits étaient très mobiles, avec des connexions en Belgique et ailleurs, et nous suivions des suspects sur Anvers, Bruxelles, Liège, Arlon, etc. Leur délinquance était parfois très basique : notamment un gros problème de grivèlerie d'essence. Ils faisaient le tour de Belgique en faisant le plein sans payer, et nous les suivions assez aisément car ils se déplaçaient à l'époque avec des plaques d'immatriculation de transit, les plaques rouges. Mais on a vu se structurer quelques bandes, autour d'individus qui avaient des antécédents cri-

minels en Tchétchénie et des liaisons mafieuses. On a également été confrontés à des anciens de la résistance tchétchène – islamistes ou non – qui se sont réfugiés en Belgique. Lors de perquisitions, ce ne sont pas des armes que nous avons retrouvées, mais surtout des textes, des documents à connotation islamiste. Nous découvrions des anciens de la guérilla tchétchène qui commençaient à se criminaliser.

Quelles infractions commettaient-ils ?
Essentiellement de l'extorsion au détriment de la communauté russe. Le butin n'était pas forcément élevé, mais la méthode était souvent très violente. Ainsi, nous avons eu le cas de Tchétchènes qui ont extorqué à une famille russe une Opel Vectra – qui n'était pas la voiture du siècle. Mais la violence était telle que, lorsque la plaignante russe est venue faire sa déposition, elle en a uriné sur la chaise. La victime était totalement traumatisée et c'est une caractéristique de cette criminalité. C'était à ce point remarquable que, dans le milieu criminel, des gens venaient nous mettre en garde : « Monsieur, ce ne sont pas des Albanais, ce sont des Tchétchènes ! » Sous-entendu : « Ils sont encore un cran au-dessus... »

Et puis il y a eu une nette réduction de cette criminalité tchétchène ?

Oui. Il y a notamment eu un projet policier proactif à Liège, un autre à Bruxelles, c'est un des cas où la police fédérale s'est impliquée très tôt d'un problème de criminalité. Et le Parquet a suivi, avec des condamnations rapides. Le phénomène est retombé.

Et il revient lorsque vous devenez directeur de la police judiciaire à Mons puis directeur fédéral, fin 2012 ?

Oui, mais sous l'aspect « terrorisme ». La police constatait alors des problèmes dans les mosquées, dans les groupes extrémistes. Il y avait eu le cas de Lors Doukaev, qui

avait tenté de se faire exploser au Danemark, et l'Ocam s'est intéressé aux analyses de police que nous avions faites. Depuis deux ou trois ans cependant, les Tchétchènes se redéploient dans le milieu du crime organisé, où l'une de leurs particularités est de travailler pour d'autres groupes, en plus de leurs propres business criminels. Traditionnellement, les Tchétchènes ont toujours été les « porte-flingue » de la mafia russe. Désormais, ils sont durablement installés dans le paysage criminel belge et ils se redéploient un peu partout. Il y a deux à trois ans, on les a vus arriver dans la région du Centre. On voit parfois les mêmes personnes, qui étaient actives à Verviers il y a dix ans, qui ont gardé leurs activités criminelles en se déplaçant à Namur et Liège, puis commencent maintenant leurs activités criminelles à Mons. En 2011, nous avons eu le premier cas de racket sur le plateau de la gare de Mons, puis à La Louvière, en devenant les porte-flingue du milieu criminel italo-turc de la région du Centre.

Est-ce qu'ils ont conservé une sorte de code d'honneur tchétchène ?

Non, ils sont hors tradition, même s'ils utilisent parfois ces références – ce qu'on appelle les « adats », les lois coutumières des communautés musulmanes du Nord-Caucase – comme prétexte pour des vengeance, vendettas, etc. Certaines racines reviennent parfois, mais de manière détournée.

Ce sont toujours des exécutants, jamais des leaders du milieu criminel ?

Exécutants, mais s'ils ont un donneur d'ordre faible, ils vont tenter de le manger. Dans le cadre du recouvrement de dettes dans le milieu négrier, on a vu des Tchétchènes « alourdir la facture » pour tenter de prendre le contrôle d'une boîte de nuit, d'un restaurant, etc. ■

Propos recueillis par ALAIN LALLEMAND



L'experte : « L'influence de Kadyrov sur la diaspora est directe »

Experte du Caucase, Ekaterina Sokirianskaya est directrice des projets Europe et Asie Centrale à l'International Crisis Group (ICG). Elle confirme la présence d'agents de Kadyrov en Europe de l'Ouest : « Les familles tchétchènes sont très larges, personne ne peut émigrer d'un coup avec toute sa famille, donc chacun a un parent resté en Tchétchénie. Et chaque réfugié tchétchène ressent qu'il a un « otage » resté en Tchétchénie. C'est le secret de ce régime. En outre, il y a des personnes dans la diaspora qui sont en contact et coopèrent avec le régime. Ils peuvent être chargés d'effectuer certaines choses : vous vous appellerez du meurtre d'Israëlôv en Autriche, abattu par d'autres Tchétchènes. Donc l'influence du régime Kadyrov sur la diaspora est assez directe. »

Lorsqu'il s'agit de se protéger contre des djihadistes tchétchènes belges – ou de protéger ces Belgo-Tchétchènes devenus djihadistes, est-il concevable que la Belgique travaille avec le NAK, le département antiterrorisme du FSB (ex-KGB) ? « De manière globale, je pense que l'interaction est nécessaire, qu'il est important de faire circuler l'information. En fait, il se trouve au sein du NAK des ressources très positives, et c'est le NAK qui a lancé en 2010 au Daguestan le dialogue pour une réintégration des combattants étrangers. C'est eux qui ont commencé une ouverture envers les salafistes et cela a été un succès : une chute de 15 % de l'insurrection entre 2012 et 2013 grâce à des mesures douces. La direction du NAK a une très bonne compréhension de ce qui se passe en matière de terrorisme-radicalisme. Malheureusement, le NAK lui-même se dit dépourvu de tout moyen : depuis le retour de Poutine au pouvoir, toutes les méthodes douces ont été supprimées. Par contre, lorsqu'il s'agit d'individus – que Moscou voudrait tenter de récupérer – là, il faut être très prudent et juger au cas par cas. Les traditions peuvent être fatales aux individus – Moscou utilise la torture et instrumentalise la législation pénale. »

A.L.

LE SOIR

Les réfugiés tchétchènes de Belgique ont souvent une peur considérable du régime Kadyrov. Madina est l'un de ces réfugiés qui se dit terrifiée. Elle livre son histoire à Justine Roldan-Perez. A lire dans Le Soir +.